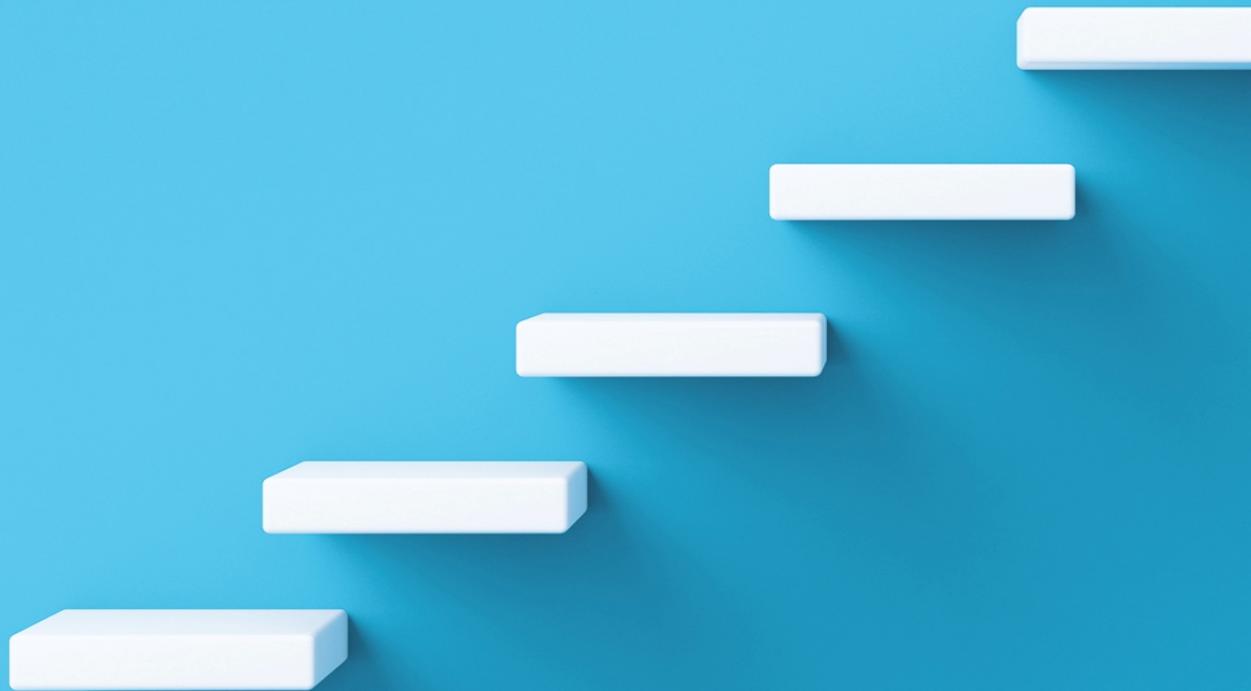


CROISSANCE DURABLE



IA Société financière inc.

États financiers consolidés intermédiaires résumés

du premier trimestre 2020

Aux 31 mars 2020 et 2019



États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

2	États des résultats consolidés
3	États du résultat global consolidés
4	États de la situation financière consolidés
5	États des variations des capitaux propres consolidés
7	États des flux de trésorerie consolidés
8	Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires résumés
8	Note 1 Information générale
8	Note 2 Modifications de méthodes comptables
10	Note 3 Acquisitions d'entreprises
11	Note 4 Placements et produits de placement
13	Note 5 Juste valeur des instruments financiers et des immeubles de placement
19	Note 6 Gestion des risques associés aux instruments financiers
22	Note 7 Instruments financiers dérivés
24	Note 8 Actif net des fonds distincts
24	Note 9 Débentures
25	Note 10 Capital social
26	Note 11 Actions privilégiées émises par une filiale
27	Note 12 Cumul des autres éléments du résultat global
27	Note 13 Gestion du capital
28	Note 14 Frais généraux
28	Note 15 Impôts sur le résultat
29	Note 16 Information sectorielle
33	Note 17 Résultat par action ordinaire
33	Note 18 Avantages postérieurs à l'emploi
34	Note 19 Engagements
35	Note 20 Événement postérieur à la date de clôture
35	Note 21 Données comparatives

États des résultats consolidés

(non audités, en millions de dollars, sauf indication contraire)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2020	2019
	\$	\$
Produits		
Primes		
Primes brutes	2 950	2 541
Primes cédées	(195)	(186)
Primes nettes (note 16)	2 755	2 355
Produits de placement (note 4)		
Intérêts et autres produits tirés des placements	443	326
Variation de la juste valeur des placements	(1 300)	1 836
	(857)	2 162
Autres produits	440	410
	2 338	4 927
Prestations sur contrats et charges		
Prestations et règlements bruts sur contrats	1 613	1 494
Prestations et règlements cédés sur contrats	(134)	(117)
Transferts nets aux fonds distincts	688	224
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	(702)	2 350
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	1	14
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(75)	(39)
	1 391	3 926
Commissions	441	385
Frais généraux	412	361
Taxes sur primes et autres taxes	33	32
Charges financières	17	15
	2 294	4 719
Résultat avant impôts	44	208
Impôts sur le résultat (note 15)	(2)	50
Résultat net	46	158
Résultat net attribué aux contrats avec participation	1	1
Résultat net attribué aux actionnaires	45	157
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale (note 11)	6	6
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	39	151
Résultat par action ordinaire (en dollars) (note 17)		
De base	0,37	1,41
Dilué	0,36	1,40
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités) (note 17)		
De base	107	108
Dilué	107	108
Dividendes par action ordinaire (en dollars) (note 10)	0,49	0,42

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États du résultat global consolidés

(non audités, en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2020	2019
	\$	\$
Résultat net	46	158
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Actifs financiers disponibles à la vente		
Profits (pertes) latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	(118)	70
Reclassement des pertes (profits) sur les actifs financiers disponibles à la vente inclus dans le résultat net	(8)	(2)
	(126)	68
Couverture d'investissements nets		
Profits (pertes) latents résultant de la conversion des établissements étrangers	128	(25)
Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers	(110)	20
	18	(5)
Couverture de flux de trésorerie		
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	80	(1)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	69	(22)
Total des autres éléments du résultat global	41	40
Résultat global	87	198
Résultat global attribué aux contrats avec participation	1	1
Résultat global attribué aux actionnaires	86	197

Impôts sur le résultat inclus dans les autres éléments du résultat global

(non audités, en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2020	2019
	\$	\$
Recouvrement (charge) d'impôts sur le résultat relatif à :		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Pertes (profits) latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	42	(25)
Reclassement des profits (pertes) sur les actifs financiers disponibles à la vente inclus dans le résultat net	3	2
Pertes (profits) latents sur la couverture de flux de trésorerie	(12)	—
Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers	19	(3)
	52	(26)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(24)	8
Recouvrement (charge) d'impôts total sur le résultat inclus dans les autres éléments du résultat global	28	(18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États de la situation financière consolidés

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2020 (non audités) \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actif		
Placements (note 4)		
Trésorerie et placements à court terme	2 992	1 108
Obligations	27 708	27 508
Actions	2 752	3 024
Prêts hypothécaires et autres prêts	3 815	3 870
Instruments financiers dérivés (note 7)	912	1 003
Avances sur contrats	927	900
Autres placements	433	429
Immeubles de placement	2 022	2 077
	41 561	39 919
Autres éléments d'actif	2 667	2 193
Actif de réassurance	1 258	1 030
Immobilisations corporelles	399	394
Actif d'impôts différés	66	28
Immobilisations incorporelles	1 200	1 110
Goodwill	660	606
Actif total du fonds général	47 811	45 280
Actif net des fonds distincts (note 8)	25 460	27 868
Actif total	73 271	73 148
Passif		
Passif relatif aux contrats d'assurance	30 175	30 665
Passif relatif aux contrats d'investissement	632	630
Instruments financiers dérivés (note 7)	1 756	455
Autres éléments de passif	7 359	6 063
Passif d'impôts différés	278	287
Déventures	1 448	1 050
Passif total du fonds général	41 648	39 150
Passif relatif à l'actif net des fonds distincts (note 8)	25 460	27 868
Passif total	67 108	67 018
Capitaux propres		
Capital social et surplus d'apport	1 689	1 684
Actions privilégiées émises par une filiale (note 11)	525	525
Résultats non distribués et cumul des autres éléments du résultat global	3 906	3 879
Comptes des contrats avec participation	43	42
	6 163	6 130
Passif et capitaux propres totaux	73 271	73 148

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États des variations des capitaux propres consolidés

(non audités, en millions de dollars)

Au 31 mars 2020

	Comptes des contrats avec participation	Actions ordinaires (note 10)	Actions privilégiées émises par une filiale (note 11)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 12)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2018	52	1 655	525	23	3 440	23	5 718
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	—	709	—	709
Résultat net attribué aux contrats avec participation	(10)	—	—	—	—	—	(10)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	12	12
Résultat global de l'exercice	(10)	—	—	—	709	12	711
Transactions relatives aux capitaux propres							
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	—	(21)	21	—
Régime d'options d'achat d'actions	—	—	—	4	—	—	4
Options d'achat d'actions exercées	—	—	—	(9)	—	—	(9)
Émissions d'actions ordinaires	—	54	—	—	—	—	54
Rachat d'actions ordinaires	—	(43)	—	—	(96)	—	(139)
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	—	(188)	—	(188)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	—	—	—	—	(22)	—	(22)
Autres	—	—	—	—	1	—	1
	—	11	—	(5)	(326)	21	(299)
Solde au 31 décembre 2019	42	1 666	525	18	3 823	56	6 130
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	—	45	—	45
Résultat net attribué aux contrats avec participation	1	—	—	—	—	—	1
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	41	41
Résultat global de la période	1	—	—	—	45	41	87
Transactions relatives aux capitaux propres							
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	—	69	(69)	—
Options d'achat d'actions exercées	—	—	—	(1)	—	—	(1)
Émissions d'actions ordinaires	—	7	—	—	—	—	7
Rachat d'actions ordinaires	—	(1)	—	—	(3)	—	(4)
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	—	(52)	—	(52)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	—	—	—	—	(6)	—	(6)
Autres	—	—	—	—	2	—	2
	—	6	—	(1)	10	(69)	(54)
Solde au 31 mars 2020	43	1 672	525	17	3 878	28	6 163

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

(non audités, en millions de dollars)

Au 31 mars 2019

	Comptes des contrats avec participation	Actions ordinaires (note 10)	Actions privilégées émises par une filiale (note 11)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 12)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2018	52	1 655	525	23	3 440	23	5 718
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	—	157	—	157
Résultat net attribué aux contrats avec participation	1	—	—	—	—	—	1
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	40	40
Résultat global de la période	1	—	—	—	157	40	198
Transactions relatives aux capitaux propres							
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	—	(22)	22	—
Régime d'options d'achat d'actions	—	—	—	1	—	—	1
Options d'achat d'actions exercées	—	—	—	(1)	—	—	(1)
Émissions d'actions ordinaires	—	7	—	—	—	—	7
Rachat d'actions ordinaires	—	(28)	—	—	(58)	—	(86)
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	—	(45)	—	(45)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	—	—	—	—	(6)	—	(6)
Autres	—	—	—	—	1	—	1
	—	(21)	—	—	(130)	22	(129)
Solde au 31 mars 2019	53	1 634	525	23	3 467	85	5 787

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États des flux de trésorerie consolidés

(non audités, en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2020	2019
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat avant impôts	44	208
Charges financières	17	15
Impôts payés, nets des remboursements	(51)	(116)
Activités opérationnelles sans effet sur la trésorerie :		
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	(663)	2 377
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	2	(2)
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(93)	(69)
Pertes (profits) latents sur les placements	1 302	(1 834)
Provisions pour pertes	20	8
Amortissement des primes et des escomptes	4	3
Autres amortissements	54	40
Dépréciation du goodwill (note 14)	24	—
Autres éléments sans effet sur la trésorerie	19	(34)
Activités opérationnelles ayant un effet sur la trésorerie :		
Ventes, échéances et remboursements liés aux placements	4 026	3 459
Achats liés aux placements	(3 788)	(3 779)
Pertes (profits) réalisés sur les placements	(14)	(11)
Autres éléments ayant un effet sur la trésorerie	805	(212)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	1 708	53
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, nettes de trésorerie	(104)	—
Ventes (achats) d'immobilisations corporelles et incorporelles ¹	(38)	(35)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(142)	(35)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émissions d'actions ordinaires (note 10)	6	6
Rachat d'actions ordinaires (note 10)	(4)	(86)
Émissions de débentures (note 9)	398	—
Remboursement d'obligations locatives ¹	(13)	(4)
Dividendes sur actions ordinaires	(52)	(45)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	(6)	(6)
Intérêts payés sur débentures	(16)	(10)
Intérêts payés sur obligations locatives	(1)	(1)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	312	(146)
Gains (pertes) de conversion sur trésorerie	6	(1)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et placements à court terme	1 884	(129)
Trésorerie et placements à court terme au début	1 108	1 046
Trésorerie et placements à court terme à la fin	2 992	917
Information supplémentaire :		
Trésorerie	2 625	479
Placements à court terme	367	438
Total de la trésorerie et placements à court terme	2 992	917

¹ Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, les immobilisations corporelles ainsi que les obligations locatives présentées aux états de la situation financière consolidés comprennent un montant de 18 \$ (4 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019) de capitalisation initiale sans effet sur la trésorerie.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2020 et 2019 (non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

1 › Information générale

iA Société financière inc. (iA Société financière) est une société de gestion de portefeuille inscrite à la Bourse de Toronto, constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Québec. iA Société financière et ses filiales (la société) offrent une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de fonds communs de placement, de valeurs mobilières, d'assurance auto et habitation, de prêts hypothécaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Les produits et les services de la société sont offerts sur base individuelle et collective et s'étendent à l'ensemble du Canada ainsi qu'aux États-Unis.

Le 1^{er} janvier 2019, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (iA Assurance) et iA Société financière ont complété une opération aux termes de laquelle iA Société financière est devenue la société de gestion de portefeuille propriétaire de toutes les actions ordinaires de iA Assurance par voie d'un plan d'arrangement en vertu de la Loi sur les compagnies (Québec) et de la Loi sur les sociétés par actions (Québec) (l'arrangement).

Aux termes de l'arrangement, la totalité des actions ordinaires de iA Assurance en circulation au 1^{er} janvier 2019 ont été échangées contre des actions ordinaires nouvellement émises de la société, à raison d'une action pour une. Les actions privilégiées et les débetures de iA Assurance émises et en circulation demeurent émises par cette dernière et ont été garanties par la société, conformément aux modalités de l'arrangement. La société est un « émetteur absorbant » de iA Assurance au sens attribué à ce terme dans la réglementation en valeurs mobilières à l'égard des actions ordinaires émises précédemment de iA Assurance. Cette transaction a été comptabilisée à la valeur comptable.

Les états financiers consolidés intermédiaires de la société sont établis sur la base des Normes internationales d'information financière (IFRS) conformément à la norme IAS 34 *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les présents états financiers consolidés intermédiaires ne contiennent pas toute l'information requise dans un état financier annuel complet et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, qui figurent dans le *Rapport annuel 2019*. Les principales méthodes comptables utilisées pour établir les présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui se trouvent dans le *Rapport annuel 2019*, à l'exception des éléments mentionnés à la note 2.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la société le 7 mai 2020.

2 › Modifications de méthodes comptables

Nouvelles méthodes comptables appliquées

Ces normes ou ces amendements s'appliquent aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Normes ou amendements	Description des normes ou des amendements et des incidences sur les états financiers de la société
IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>	<p><i>Description</i> : Le 12 septembre 2016, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>, intitulé <i>Application de IFRS 9 Instruments financiers et de IFRS 4 Contrats d'assurance</i>. Cet amendement offre deux options aux entités qui appliquent la norme IFRS 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'approche du report, qui permet une exemption temporaire facultative de l'application de IFRS 9 jusqu'au 1^{er} janvier 2021 pour les entités dont l'activité prédominante consiste à émettre des contrats qui entrent dans le champ d'application de IFRS 4; l'approche par superposition, qui permet aux entités d'appliquer IFRS 9 en ajustant certains des effets de cette norme sur les actifs financiers désignés. Ces actifs désignés sont liés aux passifs relatifs aux contrats d'assurance. <p>Le 17 mars 2020, l'IASB a décidé de prolonger l'approche du report jusqu'au 1^{er} janvier 2023. L'IASB prévoit publier l'amendement à la norme IFRS 17 <i>Contrats d'assurance</i> au deuxième trimestre de 2020.</p> <p><i>Statut</i> : La société satisfait aux critères et a choisi l'approche du report, comme décrit ci-dessous. La société appliquera IFRS 9 seulement aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021 ou le 1^{er} janvier 2023 lorsque l'amendement sera publié.</p>
<i>Cadre conceptuel de l'information financière</i>	<p><i>Description</i> : Le 29 mars 2018, l'IASB a publié une révision complète du <i>Cadre conceptuel de l'information financière</i>. L'IASB a décidé de réviser le <i>Cadre conceptuel de l'information financière</i> parce que des questions importantes n'y étaient pas traitées et que certaines indications étaient désuètes ou manquaient de clarté. La version révisée inclut, entre autres, un nouveau chapitre sur l'évaluation, des indications sur la présentation de la performance financière et des définitions améliorées d'un actif et d'un passif et des indications à l'appui de ces définitions. Le cadre conceptuel aide les entités à développer leurs méthodes comptables lorsqu'aucune norme IFRS ne s'applique à une situation particulière. Les dispositions s'appliquent prospectivement.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>
IFRS 3 <i>Regroupements d'entreprises</i>	<p><i>Description</i> : Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 3 <i>Regroupements d'entreprises</i> intitulé <i>Définition d'une entreprise</i>. Cet amendement clarifie la définition d'une entreprise dans le but d'aider les entités à déterminer si une transaction constitue un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. Les dispositions s'appliquent prospectivement.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>

IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i> et IAS 8 <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs</i>	<p><i>Description</i> : Le 31 octobre 2018, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i> et IAS 8 <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs</i>. L'amendement, intitulé <i>Définition de matérialité</i>, clarifie la définition de matérialité dans IAS 1 et les explications qui accompagnent cette définition, et aligne les définitions utilisées dans les différentes normes IFRS. Les dispositions s'appliquent prospectivement.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>
---	--

Modifications de méthodes comptables à venir

Les normes ou les amendements sont présentés en fonction de leur date de publication sauf si une approche plus pertinente permet une meilleure information.

Normes ou amendements	Description des normes ou des amendements
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	<p>La société a adopté l'amendement à IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>, comme décrit à la section « Nouvelles méthodes comptables appliquées ». Conséquemment, même si les dispositions de IFRS 9 ou de l'amendement étaient applicables aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, la société appliquera ces dispositions simultanément à l'application d'IFRS 17.</p> <p><i>Description</i> : Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9, intitulée <i>Instruments financiers</i>, qui remplace les dispositions de la norme IAS 39, intitulée <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>. La norme IFRS 9 :</p> <ul style="list-style-type: none"> exige que les actifs financiers soient évalués au coût amorti ou à la juste valeur en fonction du modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses actifs; modifie le mode de comptabilisation des passifs financiers évalués en utilisant l'option de la juste valeur; propose un nouveau modèle comptable relativement à la reconnaissance des pertes de crédit attendues. Ainsi, la société sera tenue de comptabiliser les pertes de crédit attendues à l'égard des actifs financiers en estimant à la date de clôture l'insuffisance attendue des flux de trésorerie; modifie la comptabilité de couverture, ce qui a pour objectif de présenter dans l'état financier l'effet des activités de gestion des risques. <p>Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 9 s'appliqueront de manière rétrospective ou rétrospective modifiée.</p> <p>Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>. L'amendement, intitulé <i>Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative</i>, permet aux entités de mesurer au coût amorti des actifs financiers contenant une clause de paiement anticipé appelée « compensation négative ».</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers.</p>
IFRS 17 <i>Contrats d'assurance</i>	<p><i>Description</i> : Le 18 mai 2017, l'IASB a publié la norme IFRS 17, intitulée <i>Contrats d'assurance</i>, qui remplace les dispositions de la norme IFRS 4, intitulée <i>Contrats d'assurance</i>. La norme IFRS 17 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a pour objectif de s'assurer que l'entité fournit des informations pertinentes et représentatives des contrats afin de permettre à l'utilisateur des états financiers d'être en mesure de juger de l'effet des contrats d'assurance sur les états de la situation financière, des résultats et des flux de trésorerie; établit les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et de divulgation; définit une méthode globale ainsi qu'une méthode selon les frais variables, applicables à tous les contrats d'assurance et de réassurance afin d'évaluer les passifs de contrats d'assurance; définit une approche spécifique pour les contrats de 1 an et moins. <p>Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 17 s'appliqueront de manière rétrospective à chaque groupe de contrats d'assurance et si, et seulement si, cela est impraticable, une entité pourra appliquer l'approche rétrospective modifiée ou l'approche de la juste valeur aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. L'adoption anticipée est permise si les normes IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> et IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> ont été appliquées préalablement.</p> <p>Le 17 mars 2020, l'IASB a décidé de reporter la date d'application aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'IASB prévoit publier l'amendement à la norme IFRS 17 <i>Contrats d'assurance</i> au deuxième trimestre de 2020.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers relativement à la présentation, à la divulgation et à l'évaluation des passifs de contrats d'assurance.</p>
IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i>	<p><i>Description</i> : Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i>. Cet amendement concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et touche seulement la présentation des passifs dans l'état de la situation financière, et non le montant ou le calendrier de la comptabilisation d'un actif, d'un passif, d'un revenu ou d'une charge, ou les informations que les entités fournissent à leur sujet.</p> <p>Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière rétrospective aux états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers.</p>

Information relativement au report de l'application de IFRS 9 *Instruments financiers*

La société applique la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance* dans le cadre de ses activités. Cette norme a été amendée en 2016 afin de permettre aux entités qui appliquent IFRS 4 de différer l'application de IFRS 9 *Instruments financiers* à condition que le total des passifs relatifs aux activités d'assurance représente plus de 90 % des passifs totaux de l'entité. Ce calcul est effectué à la date de clôture qui précède le 1^{er} avril 2016, soit la date de calcul précisée dans la norme.

Pour ce calcul, la société a pris en compte principalement les passifs de contrats d'assurance, les passifs des contrats d'investissement, le passif relatif à l'actif net des fonds distincts ainsi que les débetures en date du 31 décembre 2015. Les passifs relatifs aux activités d'assurance sur les passifs totaux sont supérieurs à 90 %.

La société a décidé de différer l'application de la norme IFRS 9 à la même date à laquelle entrera en vigueur la norme IFRS 17 *Contrats d'assurance*, qui inclut l'évaluation de ces derniers. Si la société avait appliqué la norme IFRS 9, cela n'aurait pas eu d'effet significatif sur le classement des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net selon IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* compte tenu du lien très étroit qui existe entre les placements et les passifs relatifs aux contrats d'assurance. Pour les actifs financiers classés comme prêts et créances ou disponibles à la vente au 31 mars 2020, un montant de 653 \$ (756 \$ au 31 décembre 2019) n'aurait pas satisfait au test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels selon IFRS 9. De plus, en ce qui concerne les prêts hypothécaires, la société n'aurait pas pu utiliser l'exemption de risque de crédit faible dans le calcul des pertes de crédit attendues.

3 › Acquisitions d'entreprises

Répartition préliminaire du prix d'acquisition

Le 10 janvier 2020, la société a annoncé qu'elle a procédé à l'acquisition de 100 % des actions de trois entreprises canadiennes spécialisées dans les garanties automobiles : WGI Service Plan Division Inc. et WGI Manufacturing Inc. ainsi que Lubrico Warranty Inc. (collectivement appelées WGI) pour un montant total de 107 \$. WGI fabrique en gros et gère des produits de protection chimique pour l'industrie automobile par le biais d'un réseau de concessionnaires indépendants au Canada. Lubrico Warranty Inc. vend des garanties automobiles par l'entremise d'un réseau de concessionnaires de véhicules d'occasion situés partout au Canada (excepté au Québec).

La société dispose d'au plus 12 mois suivant la date d'acquisition pour compléter le processus de la répartition du prix d'acquisition. Au 31 mars 2020, le goodwill acquis lors de ces acquisitions n'était toujours pas affecté à une unité génératrice de trésorerie (UGT). Au terme de l'analyse finale, la répartition du prix d'acquisition préliminaire et l'attribution de celui-ci par secteurs d'activité pourraient faire l'objet d'ajustements.

La répartition préliminaire du prix d'acquisition se résume comme suit :

	Au 31 mars 2020
	\$
Juste valeur des actifs et des passifs identifiables acquis	(23)
Juste valeur des immobilisations incorporelles	72
Juste valeur des passifs d'impôts différés sur les immobilisations incorporelles	(19)
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	30
Goodwill	77
	107
Prix d'acquisition :	
Trésorerie	109
Compte à recevoir	(2)
	107

Les produits et les résultats des sociétés acquises n'ont pas eu d'effet significatif sur les résultats de la société. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales.

4 › Placements et produits de placement

a) Valeur comptable et juste valeur

Au 31 mars 2020						
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres	Total	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et placements à court terme	1 710	—	1 282	—	2 992	2 992
Obligations						
Gouvernements	11 327	1 428	106	—	12 861	
Municipalités	1 183	172	40	—	1 395	
Sociétés et autres	9 374	1 722	2 356	—	13 452	
	21 884	3 322	2 502	—	27 708	27 997
Actions						
Ordinaires	1 631	44	—	—	1 675	
Privilégiées	152	284	—	—	436	
Indices boursiers	182	12	—	—	194	
Unités de fonds de placement	441	6	—	—	447	
	2 406	346	—	—	2 752	2 752
Prêts hypothécaires et autres prêts						
Prêts hypothécaires assurés						
Résidentiels	—	—	820	—	820	
Multirésidentiels	—	—	1 349	—	1 349	
Non résidentiels	—	—	6	—	6	
	—	—	2 175	—	2 175	
Prêts hypothécaires conventionnels						
Résidentiels	—	—	302	—	302	
Multirésidentiels	71	—	197	—	268	
Non résidentiels	31	—	231	—	262	
	102	—	730	—	832	
Autres prêts	—	—	808	—	808	
	102	—	3 713	—	3 815	3 963
Instruments financiers dérivés	912	—	—	—	912	912
Avances sur contrats	—	—	927	—	927	927
Autres placements	—	—	4	429	433	433
Immeubles de placement	—	—	—	2 022	2 022	2 044
Total des placements	27 014	3 668	8 428	2 451	41 561	42 020

Au 31 décembre 2019

	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres	Total	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et placements à court terme	489	—	619	—	1 108	1 108
Obligations						
Gouvernements	11 714	1 870	111	—	13 695	
Municipalités	1 106	166	40	—	1 312	
Sociétés et autres	8 601	1 721	2 179	—	12 501	
	21 421	3 757	2 330	—	27 508	27 750
Actions						
Ordinaires	1 621	34	—	—	1 655	
Privilégiées	186	374	—	—	560	
Indices boursiers	215	98	—	—	313	
Unités de fonds de placement	489	7	—	—	496	
	2 511	513	—	—	3 024	3 024
Prêts hypothécaires et autres prêts						
Prêts hypothécaires assurés						
Résidentiels	—	—	846	—	846	
Multirésidentiels	—	—	1 419	—	1 419	
Non résidentiels	—	—	6	—	6	
	—	—	2 271	—	2 271	
Prêts hypothécaires conventionnels						
Résidentiels	—	—	293	—	293	
Multirésidentiels	66	—	193	—	259	
Non résidentiels	28	—	225	—	253	
	94	—	711	—	805	
Autres prêts	—	—	794	—	794	
	94	—	3 776	—	3 870	3 917
Instruments financiers dérivés	1 003	—	—	—	1 003	1 003
Avances sur contrats	—	—	900	—	900	900
Autres placements	—	—	5	424	429	429
Immeubles de placement	—	—	—	2 077	2 077	2 099
Total des placements	25 518	4 270	7 630	2 501	39 919	40 230

La catégorie *À la juste valeur par le biais du résultat net* inclut les titres détenus à des fins de transaction, principalement les instruments financiers dérivés et les placements à court terme ainsi que les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les autres placements sont constitués de billets à recevoir, de placements dans des entreprises associées et de placements dans des partenariats en coentreprise comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

b) Placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise

La société détient des participations qui varient entre 25 % et 50 % au 31 mars 2020 (entre 25 % et 50 % au 31 décembre 2019). La valeur comptable de ces placements au 31 mars 2020 est de 429 \$ (422 \$ au 31 décembre 2019). La quote-part du résultat net et du résultat global pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020 est de 2 \$ (5 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019).

c) Produits de placement

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2020	2019
	\$	\$
Intérêts et autres produits tirés des placements		
Intérêts	319	236
Dividendes	59	28
Instruments financiers dérivés	(3)	5
Revenus locatifs	59	48
Profits (pertes) réalisés	14	11
Variation des provisions pour pertes	(20)	(8)
Autres	15	6
	443	326
Variation de la juste valeur des placements		
Trésorerie et placements à court terme	2	2
Obligations	(109)	1 178
Actions	(199)	119
Prêts hypothécaires et autres prêts	11	(1)
Instruments financiers dérivés	(972)	557
Immeubles de placement	(33)	(8)
Autres	—	(11)
	(1 300)	1 836
Total des produits de placement	(857)	2 162

5 › Juste valeur des instruments financiers et des immeubles de placement

a) Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs

La juste valeur est la contrepartie qui serait reçue pour la vente d'un actif ou payée pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La direction exerce son jugement dans la détermination des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, particulièrement pour les instruments financiers classés au niveau 3. La juste valeur des différentes catégories d'instruments financiers et des immeubles de placement est déterminée comme décrit ci-dessous.

Actifs financiers

Placements à court terme – La valeur comptable de ces placements représente la juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

Obligations – Les obligations sont évaluées selon les cours du marché observés sur des marchés actifs pour des actifs identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité ainsi que d'autres données de référence publiées sur les marchés. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, la direction utilise alors ses meilleures estimations.

Actions – Les actions sont évaluées en fonction des cours du marché observés sur des marchés actifs. Si le cours sur les marchés actifs n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée au moyen de modèles d'évaluation des titres de capitaux propres, lesquels prévoient des analyses de la juste valeur de l'actif net et d'autres techniques de comparaison avec des données de référence telles que des indices de marché. Les unités de fonds de placement sont évaluées selon la valeur de l'actif net publiée par l'administrateur de chaque fonds.

Prêts hypothécaires et autres prêts – La juste valeur des prêts hypothécaires et autres prêts est estimée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt qui prévalent actuellement sur le marché pour des prêts dont les caractéristiques relatives au risque de crédit et à la durée sont sensiblement les mêmes.

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée en fonction du type d'instrument financier dérivé. En ce qui a trait aux contrats à terme standardisés et aux options qui sont négociés à la Bourse, leur juste valeur est déterminée en fonction de leur cours sur des marchés actifs. Les instruments financiers dérivés qui sont transigés de gré à gré sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés et d'autres techniques d'évaluation d'usage sur le marché. Ces évaluations sont basées sur des données observables sur le marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, les indices financiers, les différentiels de taux, le risque de crédit ainsi que la volatilité.

Parmi les instruments financiers dérivés, certains autres contrats dérivés font l'objet d'une restriction quant à la possibilité de les négocier. Dans une telle situation, une prime d'illiquidité basée sur des données non observables sur le marché est prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés. Même si ces données ne sont pas observables, elles sont basées sur des hypothèses jugées appropriées compte tenu des circonstances. Une fois la période de restriction terminée, les instruments sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation standards basés sur des données observables sur le marché, comme décrit précédemment. L'utilisation, par la société, de données non observables est limitée à la période de restriction, et l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers dérivés ne représente pas un montant important.

Avances sur contrats – Les avances sur contrats sont comptabilisées au coût amorti. Elles sont garanties et peuvent être remboursées à tout moment. Leur juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable compte tenu de la nature de ces éléments.

Autres placements – La juste valeur des autres placements est approximativement la même que leur valeur comptable compte tenu de la nature de ces éléments.

Autres éléments d'actif – La juste valeur des autres éléments d'actif financier est approximativement la même que leur valeur comptable compte tenu de la nature à court terme de ces éléments.

Immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est déterminée selon les différentes méthodes reconnues et conformes aux normes d'évaluation du secteur immobilier. Parmi ces méthodes, la technique du revenu demeure la plus utilisée puisqu'elle se base sur le comportement d'un investisseur en fonction des attentes de revenus générés par un immeuble de placement. Pour ce faire, l'actualisation des flux monétaires générés par l'immeuble de placement est préconisée puisqu'elle mesure la relation entre la valeur marchande et les revenus raisonnablement escomptés au cours d'un horizon d'investissement. Les flux monétaires attendus incluent les revenus contractuels et projetés ainsi que les charges opérationnelles propres à l'immeuble de placement. Ces flux tiennent aussi compte des taux d'intérêt, des taux de location et d'occupation établis en fonction d'études de marché, des produits locatifs attendus tirés des contrats de location en vigueur et des estimations relatives aux entrées de trésorerie futures, y compris les produits projetés tirés des contrats de location futurs et les estimations relatives aux entrées de trésorerie futures formulées en fonction des conjonctures actuelles de marché. Les taux de location futurs sont estimés en fonction de l'emplacement, du type et de la qualité actuelle de l'immeuble ainsi qu'en fonction des données du marché et des projections à la date de l'évaluation. Les justes valeurs sont comparées avec les informations du marché, y compris avec les transactions récentes visant des actifs comparables, afin de vérifier leur caractère raisonnable. L'utilisation optimale fait partie des méthodes d'évaluation possibles. L'usage le meilleur et le plus profitable d'un site fait partie intégrante du processus d'établissement de la juste valeur d'un immeuble de placement. Cet usage est celui qui, au moment de l'évaluation, confère à l'immeuble la juste valeur la plus élevée. Par conséquent, cet usage est déterminé en tenant compte de l'utilisation physique possible, légalement admissible, financièrement possible et réalisable à court terme en tenant compte de la demande et doit être lié aux probabilités de réalisation plutôt qu'aux simples possibilités de réalisation. Les évaluations sont effectuées à l'externe par des évaluateurs agréés indépendants sur une base annuelle ou par le personnel qualifié de la société trimestriellement.

Passifs financiers

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés au passif est présentée à la note 7 « Instruments financiers dérivés » et correspond à la valeur comptable indiquée à la colonne de la juste valeur négative. La juste valeur est déterminée selon la méthode et les hypothèses présentées précédemment à la section « Actifs financiers ».

Autres éléments de passif – La juste valeur des autres éléments de passif, à l'exception des engagements afférents à des titres vendus à découvert, des passifs de titrisation et de la dette hypothécaire, est approximativement la même que la valeur comptable compte tenu de la nature à court terme de ces éléments.

Les engagements afférents à des titres vendus à découvert, classés comme détenus à des fins de transaction, sont évalués selon les cours de marché observés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité et les autres données de référence publiées sur les marchés.

La juste valeur des passifs de titrisation et de la dette hypothécaire est estimée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt qui prévalent actuellement sur le marché pour de nouvelles dettes dont les modalités sont sensiblement les mêmes.

La juste valeur de la dette hypothécaire est de 75 \$ (76 \$ au 31 décembre 2019). Elle est garantie par un immeuble ayant une valeur comptable de 74 \$ (74 \$ au 31 décembre 2019), porte un intérêt de 3,143 % et vient à échéance le 1^{er} mai 2022. La dépense d'intérêts hypothécaires est inférieure à 1 \$ (inférieure à 1 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019).

Débetures – La juste valeur des débetures classées comme des passifs financiers au coût amorti est estimée à l'aide d'un modèle d'évaluation tenant compte d'instruments ayant sensiblement les mêmes conditions sur le marché. Cette juste valeur peut fluctuer en raison des taux d'intérêt et des risques de crédit associés à ces instruments.

b) Hiérarchie de la juste valeur

L'information à fournir concernant les instruments financiers et les immeubles de placement doit être présentée selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations des justes valeurs des actifs et des passifs financiers. La hiérarchie est établie afin de donner une priorité plus élevée aux cours du marché non ajustés observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques et une priorité plus faible aux paramètres non observables sur le marché. Les trois niveaux de la hiérarchie des évaluations sont décrits comme suit :

- Niveau 1 – Évaluation de la juste valeur fondée sur les cours non ajustés observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actions cotées en Bourse, entre autres, sont classées au niveau 1.
- Niveau 2 – Évaluation de la juste valeur fondée sur des données autres que les cours de marché visés au niveau 1, qui sont observables sur le marché en ce qui a trait à l'actif ou au passif, directement ou indirectement. La majorité des obligations, les placements à court terme ainsi que certains instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2.
- Niveau 3 – Évaluation de la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation qui ont recours en grande partie à des paramètres non observables sur le marché et qui tiennent compte des meilleures estimations de la direction. La plupart des placements privés sont classés au niveau 3.

Si un instrument financier classé au niveau 1 cesse de se transiger sur un marché actif, il est transféré au niveau 2. Si l'évaluation de sa juste valeur requiert une utilisation significative de paramètres non observables sur le marché, il est alors reclassé directement au niveau 3.

Actif

	Au 31 mars 2020			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Trésorerie et placements à court terme				
Détenus à des fins de transaction	—	1 710	—	1 710
Obligations				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net				
Gouvernements	578	10 749	—	11 327
Municipalités	—	1 183	—	1 183
Sociétés et autres	—	9 246	128	9 374
	578	21 178	128	21 884
Disponibles à la vente				
Gouvernements	150	1 278	—	1 428
Municipalités	—	172	—	172
Sociétés et autres	—	1 711	11	1 722
	150	3 161	11	3 322
	728	24 339	139	25 206
Actions				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 033	—	1 373	2 406
Disponibles à la vente	29	284	33	346
	1 062	284	1 406	2 752
Prêts hypothécaires et autres prêts				
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	102	—	102
Instruments financiers dérivés				
Détenus à des fins de transaction	45	867	—	912
Immeubles de placement				
	—	—	2 022	2 022
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur	1 835	27 302	3 567	32 704
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts	18 646	6 386	195	25 227
Total des actifs comptabilisés à la juste valeur	20 481	33 688	3 762	57 931

	Au 31 décembre 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Trésorerie et placements à court terme				
Détenus à des fins de transaction	—	489	—	489
Obligations				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net				
Gouvernements	850	10 864	—	11 714
Municipalités	—	1 106	—	1 106
Sociétés et autres	—	8 472	129	8 601
	850	20 442	129	21 421
Disponibles à la vente				
Gouvernements	76	1 794	—	1 870
Municipalités	—	166	—	166
Sociétés et autres	—	1 710	11	1 721
	76	3 670	11	3 757
	926	24 112	140	25 178
Actions				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 220	—	1 291	2 511
Disponibles à la vente	108	374	31	513
	1 328	374	1 322	3 024
Prêts hypothécaires et autres prêts				
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	94	—	94
Instruments financiers dérivés				
Détenus à des fins de transaction	229	774	—	1 003
Immeubles de placement				
	—	—	2 077	2 077
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur				
	2 483	25 843	3 539	31 865
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts				
	21 343	6 373	90	27 806
Total des actifs comptabilisés à la juste valeur				
	23 826	32 216	3 629	59 671

Les transferts du niveau 1 au niveau 2 au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020 s'élèvent à 564 \$ (aucun pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). Les transferts du niveau 1 au niveau 2 résultent de l'application d'un ajustement à la juste valeur pour des événements qui ont eu lieu après la clôture des marchés, mais avant la date d'évaluation. Les transferts proviennent des instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts.

La société utilise des données non observables lors de l'évaluation des obligations et des actions classées au niveau 3. En ce qui concerne les obligations, les données non observables correspondent principalement aux primes de risque de crédit et de liquidité, qui varient entre 1,45 % et 4,57 % au 31 mars 2020 (1,09 % et 2,68 % au 31 décembre 2019). Les actions classées au niveau 3 sont principalement évaluées en fonction d'information disponible dans les états financiers des sociétés qui utilisent des modèles basés sur l'actualisation de flux monétaires ainsi que l'utilisation de multiples.

Les principales données non observables utilisées lors de l'évaluation des immeubles de placement au 31 mars 2020 sont le taux d'actualisation, qui se situe entre 5,25 % et 7,75 % (5,25 % et 7,75 % au 31 décembre 2019), et le taux de capitalisation final, qui se situe entre 4,25 % et 7,25 % (4,25 % et 7,25 % au 31 décembre 2019). Le taux d'actualisation se fonde sur l'activité du marché selon le type d'immeuble ainsi que la situation géographique et reflète le taux de rendement attendu sur les placements au cours des 10 prochaines années. Le taux de capitalisation final se fonde sur l'activité du marché selon le type d'immeuble ainsi que la situation géographique et reflète le taux de rendement attendu sur les placements pour la durée de vie restante après la période de 10 ans. Si tous les autres facteurs demeurent constants, une baisse (hausse) du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final amènera une augmentation (diminution) de la juste valeur des immeubles de placement.

En raison de la nature non observable des principales données utilisées lors de l'évaluation des obligations, des actions et des immeubles de placement classés au niveau 3, la société n'évalue pas l'incidence que pourrait avoir l'utilisation d'autres hypothèses sur la juste valeur. De plus, les immeubles de placement ainsi que les obligations et les actions classées comme étant désignées à la juste valeur par le biais du résultat net appartiennent au passif relatif aux contrats d'assurance. Conséquemment, les variations de la juste valeur de ces actifs sont compensées par les variations du passif relatif aux contrats d'assurance en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB). Même si d'autres hypothèses qui ont une incidence sur la juste valeur étaient utilisées, cela n'aurait aucun effet important sur les états financiers.

Le tableau suivant présente les actifs comptabilisés à la juste valeur et évalués selon les paramètres du niveau 3 :

Période de trois mois terminée le 31 mars 2020								
	Solde au 31 décembre 2019	Profits (pertes) réalisés et latents au résultat net	Profits (pertes) réalisés et latents aux autres éléments du résultat global	Achats	Ventes et règlements	Transferts au (du) niveau 3	Solde au 31 mars 2020	Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	129	—	—	25	(26)	—	128	—
Disponibles à la vente	11	—	—	—	—	—	11	—
Actions								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 291	29	—	90	(37)	—	1 373	30
Disponibles à la vente	31	—	1	1	—	—	33	—
Immeubles de placement	2 077	(33)	—	9	(31)	—	2 022	(33)
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur	3 539	(4)	1	125	(94)	—	3 567	(3)
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts	90	5	—	101	(1)	—	195	5
Total	3 629	1	1	226	(95)	—	3 762	2

Exercice terminé le 31 décembre 2019								
	Solde au 31 décembre 2018	Profits (pertes) réalisés et latents au résultat net	Profits (pertes) réalisés et latents aux autres éléments du résultat global	Achats	Ventes et règlements	Transferts au (du) niveau 3	Solde au 31 décembre 2019	Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	140	7	—	—	(18)	—	129	7
Disponibles à la vente	16	—	—	—	(5)	—	11	—
Actions								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 134	5	—	198	(46)	—	1 291	5
Disponibles à la vente	29	—	(1)	3	—	—	31	—
Instruments financiers dérivés								
Détenus à des fins de transaction	1	—	—	—	(1)	—	—	—
Immeubles de placement	1 720	44	—	318	(5)	—	2 077	44
Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur	3 040	56	(1)	519	(75)	—	3 539	56
Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts	47	1	—	44	(2)	—	90	2
Total	3 087	57	(1)	563	(77)	—	3 629	58

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, un montant de 9 \$ (55 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) inscrit à titre d'*Achats* d'immeubles de placement correspond à des capitalisations aux *Immeubles de placement*. De plus, les *Ventes et règlements* des immeubles de placement n'incluent aucun transfert à titre d'immobilisations corporelles (2 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

Les *Profits (pertes) réalisés et latents au résultat net* et le *Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus* sont présentés dans *Produits de placement* à l'état des résultats, à l'exception de la valeur des actifs des fonds distincts, qui n'est pas présentée à l'état des résultats, mais qui est incluse dans l'évolution de l'actif net des fonds distincts à la note 8 « Actif net des fonds distincts ». Les *Profits (pertes) réalisés et latents aux autres éléments du résultat global* sont présentés à la note 12 « Cumul des autres éléments du résultat global » dans *Profits (pertes) latents*.

Juste valeur divulguée par voie de note

La société classe certains de ses instruments financiers comme étant prêts et créances. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti et leur juste valeur est divulguée par voie de note. Le tableau suivant présente le niveau de hiérarchie de ces justes valeurs :

	Au 31 mars 2020			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Classés comme étant prêts et créances				
Obligations				
Gouvernements	—	9	138	147
Municipalités	—	51	—	51
Sociétés et autres	—	248	2 345	2 593
	—	308	2 483	2 791
Prêts hypothécaires et autres prêts	—	3 861	—	3 861
Total des actifs classés comme étant prêts et créances	—	4 169	2 483	6 652
<hr/>				
	Au 31 décembre 2019			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Classés comme étant prêts et créances				
Obligations				
Gouvernements	—	8	132	140
Municipalités	—	51	—	51
Sociétés et autres	—	243	2 138	2 381
	—	302	2 270	2 572
Prêts hypothécaires et autres prêts	—	3 823	—	3 823
Total des actifs classés comme étant prêts et créances	—	4 125	2 270	6 395

Passifs financiers

Le tableau suivant présente les passifs financiers évalués à la juste valeur sur une base récurrente et ceux dont la juste valeur est indiquée dans une note, classés selon les niveaux de hiérarchie des évaluations :

	Au 31 mars 2020			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Autres éléments de passif				
Détenus à des fins de transaction	73	174	—	247
Instruments financiers dérivés				
Détenus à des fins de transaction	49	1 684	23	1 756
Total des passifs classés comme étant détenus à des fins de transaction	122	1 858	23	2 003
Classés au coût amorti				
Autres éléments de passif				
Passifs de titrisation	—	1 214	—	1 214
Dette hypothécaire	—	75	—	75
Débitures	—	1 411	—	1 411
Total des passifs classés au coût amorti	—	2 700	—	2 700
Au 31 décembre 2019				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Évaluations récurrentes de la juste valeur				
Autres éléments de passif				
Détenus à des fins de transaction	46	165	—	211
Instruments financiers dérivés				
Détenus à des fins de transaction	80	339	36	455
Total des passifs classés comme étant détenus à des fins de transaction	126	504	36	666
Classés au coût amorti				
Autres éléments de passif				
Passifs de titrisation	—	1 183	—	1 183
Dette hypothécaire	—	76	—	76
Débitures	—	1 063	—	1 063
Total des passifs classés au coût amorti	—	2 322	—	2 322

6 › Gestion des risques associés aux instruments financiers**a) Dépréciation des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente**

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, la société n'a fait aucun reclassement des pertes latentes sur les actions classées comme étant disponibles à la vente de *Autres éléments du résultat global* à *Produits de placement* à l'état des résultats.

Comme les actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont appariés, les variations de la juste valeur, autres que celles liées au risque de crédit, sont directement prises en compte dans *Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance*, ce qui permet d'éviter une disparité des traitements aux résultats. Seules les variations de la juste valeur liées aux événements de crédit touchant les flux monétaires pourraient avoir une incidence sur les résultats de la société.

Les pertes et les profits latents sur les actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente et inclus dans *Cumul des autres éléments du résultat global* sont les suivants :

	Au 31 mars 2020			Au 31 décembre 2019		
	Juste valeur	Pertes latentes	Profits latents	Juste valeur	Pertes latentes	Profits latents
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations						
Gouvernements	1 428	(2)	48	1 870	(1)	57
Municipalités	172	—	5	166	—	3
Sociétés et autres	1 722	(44)	19	1 721	(2)	40
	3 322	(46)	72	3 757	(3)	100
Actions	346	(117)	6	513	(21)	10
Total	3 668	(163)	78	4 270	(24)	110

b) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque pour la société de subir une perte financière si des contreparties ou des débiteurs ne respectent pas leurs engagements.

b) i) Indicateurs de qualité de crédit

Obligations par niveaux de qualité

	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
	\$	\$
AAA	1 394	1 866
AA	13 151	13 101
A	8 466	7 960
BBB	4 488	4 343
BB et moins	209	238
Total	27 708	27 508

La société procède à une évaluation de la qualité des titres n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation par une agence de cotation. Les obligations qui ont fait l'objet d'une évaluation interne représentent un montant de 2 178 \$ au 31 mars 2020 (2 054 \$ au 31 décembre 2019).

Prêts hypothécaires et autres prêts

	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
	\$	\$
Prêts hypothécaires assurés	2 175	2 271
Prêts hypothécaires conventionnels	832	805
Autres prêts	808	794
Total	3 815	3 870

La qualité de crédit des prêts hypothécaires et autres prêts est évaluée à l'interne régulièrement lors de l'examen du portefeuille.

b) ii) Actifs financiers échus ou dépréciés

Obligations, prêts hypothécaires et autres prêts échus

Les obligations, les prêts hypothécaires et autres prêts sont considérés comme étant échus lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Tout prêt dont les termes d'encaissement présentent un retard de 90 jours et plus dans le cas des prêts hypothécaires et de 120 jours et plus dans le cas des autres prêts ou qui est en voie de saisie constitue un prêt en défaut. Tout prêt en défaut qui n'est pas assuré et complètement garanti est habituellement déprécié.

Au 31 mars 2020				
	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeurs brutes				
Non échus et non dépréciés	2 500	2 901	781	6 182
Échus et non dépréciés				
30 – 89 jours de retard	—	4	38	42
90 – 119 jours de retard	—	—	6	6
120 jours et plus de retard	—	—	2	2
Dépréciés	5	—	1	6
Total des valeurs brutes	2 505	2 905	828	6 238
Provisions spécifiques pour pertes	3	—	—	3
	2 502	2 905	828	6 235
Provisions collectives	—	—	20	20
Total des valeurs nettes	2 502	2 905	808	6 215

Au 31 décembre 2019				
	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeurs brutes				
Non échus et non dépréciés	2 319	2 978	760	6 057
Échus et non dépréciés				
30 – 89 jours de retard	—	2	36	38
90 – 119 jours de retard	—	2	5	7
120 jours et plus de retard	—	—	2	2
Dépréciés	21	—	1	22
Total des valeurs brutes	2 340	2 982	804	6 126
Provisions spécifiques pour pertes	10	—	—	10
	2 330	2 982	804	6 116
Provisions collectives	—	—	10	10
Total des valeurs nettes	2 330	2 982	794	6 106

Biens saisis

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, la société a pris possession d'immeubles qu'elle détenait en garantie de prêts hypothécaires pour une valeur inférieure à 1 \$ (3 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019). Les immeubles saisis qui sont toujours détenus en fin de période sont présentés à titre d'immeubles détenus à des fins de revente dans *Autres éléments d'actif*.

Provisions spécifiques pour pertes

Au 31 mars 2020				
	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	10	—	—	10
Variation des provisions spécifiques pour pertes	(7)	—	—	(7)
Solde à la fin	3	—	—	3

Au 31 décembre 2019

	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	8	1	—	9
Variation des provisions spécifiques pour pertes	2	(1)	—	1
Solde à la fin	10	—	—	10

7) Instruments financiers dérivés

La société est un utilisateur final d'instruments financiers dérivés dans le cours normal de la gestion des risques de fluctuation des taux d'intérêt, des taux de change de devises et des justes valeurs des actifs investis. Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée des taux d'intérêt sous-jacents, des taux de change, d'autres instruments financiers ou d'indices.

Le montant nominal est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants à échanger périodiquement. Il ne représente cependant pas l'exposition au risque de crédit. Le risque de crédit maximal correspond au coût estimé de remplacement des instruments financiers dérivés ayant une valeur positive si une contrepartie manque à ses obligations. Le risque de crédit maximal des instruments financiers dérivés au 31 mars 2020 est de 905 \$ (1 001 \$ au 31 décembre 2019). À la date de clôture de chaque période, l'exposition de la société se limite au risque que l'autre partie à l'entente ne puisse honorer les conditions des contrats des instruments financiers dérivés.

Au 31 mars 2020

	Montant nominal				Juste valeur	
	De moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans	Total	Positive	Négative
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats d'indice de marché						
Contrats de swaps	439	742	97	1 278	31	(96)
Contrats à terme standardisés	1 052	—	—	1 052	6	(40)
Options	4 851	—	—	4 851	51	(10)
Contrats de taux de change						
Contrats à terme de gré à gré	6 207	1 078	—	7 285	42	(334)
Contrats de swaps	54	794	2 573	3 421	9	(769)
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de swaps	681	3 201	5 509	9 391	604	(290)
Contrats à terme de gré à gré	1 015	3 159	—	4 174	168	(194)
Autres contrats dérivés	1	1	359	361	1	(23)
Total	14 300	8 975	8 538	31 813	912	(1 756)

Au 31 décembre 2019

	Montant nominal				Juste valeur	
	De moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans	Total	Positive	Négative
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Contrats d'indice de marché						
Contrats de swaps	490	719	97	1 306	21	(2)
Contrats à terme standardisés	632	—	—	632	1	(4)
Options	5 594	—	—	5 594	236	(77)
Contrats de taux de change						
Contrats à terme de gré à gré	4 315	1 057	—	5 372	70	(34)
Contrats de swaps	21	777	2 406	3 204	33	(169)
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de swaps	643	3 188	5 697	9 528	361	(65)
Contrats à terme de gré à gré	1 165	2 544	200	3 909	280	(68)
Autres contrats dérivés	1	2	357	360	1	(36)
Total	12 861	8 287	8 757	29 905	1 003	(455)

	Au 31 mars 2020		
	Montant nominal	Juste valeur	
			Positive
	\$	\$	\$
Instruments financiers dérivés non désignés en couverture comptable	28 335	900	(1 576)
Couverture d'un investissement net	1 336	1	(117)
Couverture de juste valeur			
Risque de taux d'intérêt	985	10	(30)
Risque de change	18	—	(1)
Couverture de flux de trésorerie			
Risque de change	1 139	1	(32)
Total des instruments financiers dérivés	31 813	912	(1 756)

	Au 31 décembre 2019		
	Montant nominal	Juste valeur	
			Positive
	\$	\$	\$
Instruments financiers dérivés non désignés en couverture comptable	26 568	964	(425)
Couverture d'un investissement net	1 284	23	—
Couverture de juste valeur			
Risque de taux d'intérêt	1 002	14	(5)
Risque de change	17	1	—
Couverture de flux de trésorerie			
Risque de change	1 034	1	(25)
Total des instruments financiers dérivés	29 905	1 003	(455)

Instruments financiers dérivés incorporés

La société détient des actions privilégiées perpétuelles assorties d'une option de rachat qui donne à l'émetteur le droit de racheter les actions à un cours déterminé. Les normes comptables exigent que la valeur de l'option de rachat soit évaluée séparément de celle des actions privilégiées. La valeur de l'option de rachat des instruments financiers dérivés incorporés est déterminée par une évaluation qui repose principalement sur la volatilité, les cours observés sur des marchés et les caractéristiques des actions privilégiées sous-jacentes. Ces instruments financiers dérivés incorporés sont présentés dans *Autres contrats dérivés*.

Couverture d'un investissement net

Les contrats à terme de gré à gré, désignés comme éléments de couverture d'un investissement net dans un établissement étranger ayant une monnaie fonctionnelle différente de celle de la société, ont des échéances de moins de 2 ans au 31 mars 2020 (moins de 2 ans au 31 décembre 2019). La portion efficace de la variation de la juste valeur est comptabilisée dans *Autres éléments du résultat global*, tout comme l'écart de conversion de l'investissement net dans un établissement étranger. Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2020 et 2019, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

Couverture de juste valeur

Couverture du risque de taux d'intérêt

La société utilise une relation de couverture afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt sur des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente. La société utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt qui ont des échéances allant de 1 an à 15 ans au 31 mars 2020 (de 2 ans à 15 ans au 31 décembre 2019).

La société utilise une relation de couverture afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt sur des passifs financiers classés comme passifs financiers au coût amorti. La société utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt qui ont des échéances de moins de 1 an à 8 ans au 31 mars 2020 (de moins de 1 an à 9 ans au 31 décembre 2019).

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, la société a constaté une perte de 27 \$ sur l'instrument de couverture (gain de 19 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019) et un gain de 29 \$ sur l'élément couvert (perte de 19 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019). Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, la société a constaté une inefficacité de couverture de 2 \$ (aucune pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019).

Couverture du risque de change

La société utilise une relation de couverture de juste valeur afin de gérer son exposition aux variations de risque de taux de change relativement à des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente. La société utilise des contrats de gré à gré qui ont des échéances de moins de 2 ans au 31 mars 2020 (moins de 2 ans au 31 décembre 2019).

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2020 et 2019, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

Couverture de flux de trésorerie

La société utilise une relation de couverture de flux de trésorerie afin de gérer son exposition aux variations de risque de taux de change sur des actifs financiers en devises étrangères. La société utilise des contrats de swaps qui ont des échéances entre 4 ans et 10 ans au 31 mars 2020 (de 4 ans à 10 ans au 31 décembre 2019). Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2020 et 2019, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

La société utilise une relation de couverture de flux de trésorerie afin de gérer son exposition aux variations de risque de taux de change lors des transactions prévues. La société utilise des contrats à terme de gré à gré qui ont des échéances de moins de 1 an (moins de 1 an au 31 décembre 2019). Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

8 › Actif net des fonds distincts

	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
	\$	\$
Actif		
Encaisse et placements à court terme	861	992
Obligations	5 227	5 509
Actions	19 227	21 362
Prêts hypothécaires	22	21
Immeubles de placement	17	17
Instruments financiers dérivés	—	20
Autres éléments d'actif	1 250	285
Actif total	26 604	28 206
Passif		
Créditeurs et frais courus	1 098	338
Instruments financiers dérivés	46	—
Passif total	1 144	338
Actif net	25 460	27 868

Le tableau suivant présente l'évolution de l'actif net des fonds distincts :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2020	2019
	\$	\$
Solde au début	27 868	23 781
Plus :		
Sommes perçues des titulaires de contrats	1 778	1 056
Intérêts et dividendes	124	131
Profits nets réalisés	76	8
Augmentation (diminution) nette de la juste valeur	(3 174)	1 734
	26 672	26 710
Moins :		
Sommes versées aux titulaires de contrats	1 086	836
Frais d'exploitation	126	115
	1 212	951
Solde à la fin	25 460	25 759

9 › Débentures

Le 21 février 2020, la société a émis des débentures subordonnées pour un montant de 400 \$ échéant le 21 février 2030, portant un intérêt de 2,40 %, payable semestriellement du 21 août 2020 au 21 février 2025, et un intérêt variable égal au taux des acceptations bancaires de 3 mois (Canadian Dollar Offered Rate (CDOR)), majoré de 0,71 %, payable trimestriellement, et ce, à compter du 21 mai 2025 jusqu'au 21 février 2030. Ces débentures subordonnées sont rachetables par la société à compter du 21 février 2025, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité des marchés financiers (AMF). La valeur comptable de ces débentures inclut les frais de transaction et l'escompte à l'émission pour un total de 2 \$.

10 › Capital social

Conséquemment au changement de structure opérationnelle (note 1), le capital social autorisé de la société s'établit comme suit :

Actions ordinaires

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, comportant un droit de vote.

Actions privilégiées de catégorie A

Des actions privilégiées de catégorie A, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries, dont le nombre pouvant être émises est limité au nombre correspondant à au plus la moitié des actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission proposée de ces actions privilégiées de catégorie A. Le capital social émis par la société s'établit comme suit :

	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant \$	Nombre d'actions (en milliers)	Montant \$
Actions ordinaires				
Solde au début	106 966	1 666	108 575	1 655
Actions émises à l'exercice d'options d'achat d'actions	129	7	1 206	54
Actions rachetées	(87)	(1)	(2 815)	(43)
Solde à la fin	107 008	1 672	106 966	1 666

Régimes d'options d'achat d'actions

À la suite de la modification de la structure organisationnelle (note 1), le régime d'options d'achat d'actions de iA Assurance a été échangé contre un régime identique de la société. Conséquemment, toute action découlant de ce régime est émise par la société. Le nombre d'options d'achat d'actions en circulation (en milliers) au 31 mars 2020 était de 2 109 (1 965 au 31 décembre 2019). Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, la société a octroyé (en milliers) 285 options d'achat d'actions exerçables à 73,93 \$ (348 options d'achat d'actions exerçables à 49,85 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

Offre publique de rachat d'actions

Avec l'approbation de la Bourse de Toronto, le conseil d'administration a renouvelé l'offre publique de rachat d'actions de 2018 et a autorisé la société à racheter, dans le cours normal de ses activités, entre le 12 novembre 2019 et le 11 novembre 2020, jusqu'à concurrence de 5 335 397 actions ordinaires (5 482 768 actions ordinaires dans l'offre publique de rachat d'actions de 2018), représentant approximativement 5 % de ses 106 707 949 actions ordinaires émises et en circulation au 1^{er} novembre 2019. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, 86 872 actions ordinaires (2 815 373 au 31 décembre 2019) ont été rachetées et annulées pour un montant net en espèces de 4 \$ (139 \$ au 31 décembre 2019), dont 1 \$ a été comptabilisé à l'encontre du capital social (43 \$ au 31 décembre 2019) et 3 \$ à l'encontre des résultats non distribués (96 \$ en 2019). Les rachats sont actuellement suspendus, conformément aux instructions des autorités réglementaires.

Dividendes

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2020		2019	
	Total \$ (en dollars)	Par action	Total \$ (en dollars)	Par action
Actions ordinaires	52	0,49	45	0,42

Dividende déclaré et non reconnu sur actions ordinaires

Un dividende de 0,485 dollar par action a été approuvé par le conseil d'administration en date du 7 mai 2020. Ce dividende n'a pas été comptabilisé comme un passif dans les présents états financiers intermédiaires. Ce dividende sera versé le 15 juin 2020 aux actionnaires inscrits le 22 mai 2020, date à laquelle il sera reconnu dans les capitaux propres de la société.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions

La société offre un régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions à ses détenteurs d'actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires sont déduits des capitaux propres dans la période au cours de laquelle ils ont été autorisés. Les actions émises dans le cadre du régime seront acquises sur le marché secondaire.

11 > Actions privilégiées émises par une filiale

Les actions privilégiées émises par iA Assurance, une filiale de la société, s'établissent comme suit :

	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
	(en milliers)	\$	(en milliers)	\$
Actions privilégiées, catégorie A, émises par iA Assurance				
Solde au début et à la fin	21 000	525	21 000	525

Dividendes

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2020		2019	
	Total	Par action	Total	Par action
	\$ (en dollars)		\$ (en dollars)	
Actions privilégiées, émises par iA Assurance				
Catégorie A – série B	2	0,29	2	0,29
Catégorie A – série G	2	0,24	2	0,24
Catégorie A – série I	2	0,30	2	0,30
Total	6		6	

12 › Cumul des autres éléments du résultat global

	Obligations	Actions	Écart de conversion	Couverture	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2019	73	(8)	73	(82)	56
Profits (pertes) latents	(62)	(98)	—	—	(160)
Impôts sur profits (pertes) latents	16	26	—	—	42
Autres	—	—	128	(37)	91
Impôts sur autres	—	—	—	7	7
	(46)	(72)	128	(30)	(20)
Pertes (profits) réalisés	(9)	(2)	—	—	(11)
Impôts sur pertes (profits) réalisés	2	1	—	—	3
	(7)	(1)	—	—	(8)
Solde au 31 mars 2020	20	(81)	201	(112)	28
Solde au 31 décembre 2018	6	(10)	135	(108)	23
Profits (pertes) latents	110	1	—	—	111
Impôts sur profits (pertes) latents	(28)	—	—	—	(28)
Autres	—	—	(62)	31	(31)
Impôts sur autres	—	—	—	(5)	(5)
	82	1	(62)	26	47
Pertes (profits) réalisés	(20)	1	—	—	(19)
Impôts sur pertes (profits) réalisés	5	—	—	—	5
	(15)	1	—	—	(14)
Solde au 31 décembre 2019	73	(8)	73	(82)	56
Solde au 31 décembre 2018	6	(10)	135	(108)	23
Profits (pertes) latents	89	6	—	—	95
Impôts sur profits (pertes) latents	(24)	(1)	—	—	(25)
Autres	—	—	(25)	22	(3)
Impôts sur autres	—	—	—	(3)	(3)
	65	5	(25)	19	64
Pertes (profits) réalisés	(5)	1	—	—	(4)
Impôts sur pertes (profits) réalisés	3	(1)	—	—	2
	(2)	—	—	—	(2)
Solde au 31 mars 2019	69	(5)	110	(89)	85

13 › Gestion du capital**Exigences réglementaires et ratio de solvabilité**

La société s'est engagée à respecter certaines exigences de la ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital pour les assureurs de personnes (ESCAP).

En vertu de l'ESCAP, plusieurs éléments composent le ratio de solvabilité :

Les capitaux disponibles représentent le total des capitaux de catégorie 1 et de catégorie 2, moins les autres déductions prescrites par l'AMF.

Les capitaux de catégorie 1 comprennent les éléments de capitaux plus permanents, c'est-à-dire principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et aux actions privilégiées. Le goodwill et les autres éléments d'immobilisations incorporelles sont notamment déduits de cette catégorie.

Les capitaux de catégorie 2 sont composés principalement de débentures subordonnées.

L'attribution de l'avoir correspond à la valeur de certaines provisions pour écarts défavorables incluses dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Les dépôts admissibles correspondent à des montants relatifs à des ententes de réassurance non agréées déposés dans des instruments de garantie.

Le coussin de solvabilité global est déterminé en fonction de cinq catégories de risques, soit le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque relatif aux fonds distincts ainsi que le risque opérationnel. Ces composantes de risques sont calculées en utilisant diverses méthodes et tiennent compte des risques associés aux éléments d'actif et de passif qui figurent ou non à l'état de la situation financière. Le coussin de solvabilité global correspond à la somme des composantes de risques moins divers crédits (par exemple, pour la diversification entre les risques et pour les produits ajustables) multipliée par un coefficient de 1,05.

Le ratio ESCAP total est calculé en divisant la somme des capitaux disponibles, de l'attribution de l'avoir et des dépôts admissibles par le coussin de solvabilité global.

Selon la ligne directrice de l'AMF, la société doit se fixer, pour ses capitaux propres disponibles, un niveau cible qui excède les exigences minimales requises. La ligne directrice stipule également que la majeure partie des capitaux propres doit être de catégorie 1, ce qui permet d'absorber les pertes liées aux activités courantes.

La société gère son capital sur une base consolidée. Au 31 mars 2020, la société maintient un ratio qui satisfait aux exigences réglementaires.

	31 mars 2020
	\$
Capitaux disponibles	
Capitaux de catégorie 1	3 136
Capitaux de catégorie 2	1 954
Attribution de l'avoir et dépôts admissibles	4 433
Total	9 523
Coussin de solvabilité global	6 972
Ratio total	137 %

Dans les états financiers consolidés de la société au 31 décembre 2019, le ratio de solvabilité était de 133 % et la société maintenait un ratio qui satisfaisait aux exigences réglementaires.

14 › Frais généraux

Dépréciation du goodwill

En raison des effets de la pandémie de la COVID-19 décrits à la note 20, la société a procédé à une révision des projections financières de PPI Management Inc. À la suite de cette révision, un test de dépréciation a été réalisé à l'égard des activités comprises dans les UGT du secteur de l'Assurance individuelle. Cela a amené la société à comptabiliser une dépréciation du goodwill de 24 \$. Ce montant a été reconnu à l'état des résultats dans *Frais généraux*. Afin d'établir la valeur recouvrable de l'UGT, la valeur d'utilité a été déterminée au moyen de calculs qui font appel à des projections de flux de trésorerie avant impôts fondées sur des projections financières futures qui couvrent une période de 5 ans.

15 › Impôts sur le résultat

Le taux d'impôts effectif sur le résultat diffère du taux prévu par la loi au Canada en raison des facteurs suivants :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2020		2019	
	\$	%	\$	%
Résultat avant impôts	44		208	
Charge d'impôts prévue par la loi au Canada	12	27	56	27
Augmentation (diminution) des impôts attribuables à :				
Écarts des taux d'imposition sur le résultat non assujetti à l'impôt du Canada	(1)	(2)	(1)	—
Produits de placement exonérés	(21)	(48)	(5)	(3)
Portion non imposable de la variation de la juste valeur des immeubles de placement	4	8	—	—
Ajustements des années précédentes	(1)	(2)	—	—
Variation des taux d'imposition	(1)	(2)	(1)	—
Autres	6	15	1	—
Charge (recouvrement) d'impôts et taux d'impôts effectif	(2)	(4)	50	24

16 > Information sectorielle

La société exerce et gère ses activités en fonction de cinq principaux secteurs d'activité isolables qui reflètent sa structure organisationnelle quant à la prise de décision. La direction exerce son jugement lorsqu'elle regroupe les unités d'exploitation de la société en secteurs opérationnels. Ses produits et services sont offerts aux particuliers, aux entreprises et aux groupes. Ses activités se trouvent principalement au Canada et aux États-Unis. Les produits et services principaux offerts par chaque secteur sont les suivants :

Assurance individuelle – Produits d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance invalidité et d'assurance hypothécaire;

Gestion de patrimoine individuel – Produits et services individuels en matière de régimes d'épargne, de régimes de retraite et de fonds distincts, en plus de services de courtage en valeurs mobilières, à titre de fiduciaire et dans le domaine des fonds communs;

Assurance collective – Produits d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance décès et mutilation, d'assurance soins dentaires et d'assurance invalidité de courte et de longue durée pour les régimes d'employés, produits d'assurance crédit, d'assurance et de garanties de remplacement, de garanties prolongées et d'autres produits auxiliaires pour les services aux concessionnaires et produits d'assurance spécialisés pour les marchés spéciaux;

Épargne et retraite collectives – Produits et services en matière de régimes d'épargne, de régimes de retraite et de fonds distincts collectifs;

Affaires américaines – Produits d'assurance divers vendus aux États-Unis tels que des produits d'assurance vie et de garanties prolongées relatifs aux services aux concessionnaires;

Autres – Produits d'assurance auto et habitation, services soutenant les activités qui n'ont pas de lien avec les secteurs principaux, tels que la gestion d'actifs et le financement, le capital de la société de même que certains ajustements relatifs à la consolidation.

La société utilise des hypothèses, des jugements et une méthode d'allocation pour attribuer les frais généraux qui ne sont pas directement attribuables à un secteur d'activité. La répartition des autres activités est principalement effectuée selon une formule basée sur les capitaux propres et est appliquée uniformément à chaque secteur d'activité.

Les autres actifs et les autres passifs, à l'exception principalement des instruments financiers dérivés, sont classés en totalité sous la colonne *Autres* puisqu'ils servent au soutien opérationnel des activités de la société.

Résultats sectoriels

Période de trois mois terminée le 31 mars 2020

	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Produits							
Primes nettes	397	1 078	424	633	138	85	2 755
Produits de placement	(1 246)	327	16	(48)	54	40	(857)
Autres produits	29	376	21	27	32	(45)	440
	(820)	1 781	461	612	224	80	2 338
Charges							
Prestations et règlements bruts sur contrats	229	557	295	386	125	21	1 613
Prestations et règlements cédés sur contrats	(63)	—	(13)	(6)	(74)	22	(134)
Transferts nets aux fonds distincts	—	425	—	263	—	—	688
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	(1 235)	476	10	(68)	115	—	(702)
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	—	—	1	—	—	—	1
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(12)	—	3	1	(67)	—	(75)
Commissions, frais généraux et autres charges	244	351	151	28	113	(1)	886
Charges financières	5	—	8	—	—	4	17
	(832)	1 809	455	604	212	46	2 294
Résultat avant impôts et répartition des autres activités	12	(28)	6	8	12	34	44
Répartition des autres activités	25	2	1	1	5	(34)	—
Résultat avant impôts	37	(26)	7	9	17	—	44
Impôts sur le résultat	(3)	(3)	(1)	1	4	—	(2)
Résultat net	40	(23)	8	8	13	—	46
Résultat net attribué aux contrats avec participation	1	—	—	—	—	—	1
Résultat net attribué aux actionnaires	39	(23)	8	8	13	—	45

Période de trois mois terminée le 31 mars 2019

	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits							
Primes nettes	388	720	397	660	115	75	2 355
Produits de placement	1 826	25	66	154	52	39	2 162
Autres produits	29	354	14	25	17	(29)	410
	2 243	1 099	477	839	184	85	4 927
Charges							
Prestations et règlements bruts sur contrats	226	520	291	315	98	44	1 494
Prestations et règlements cédés sur contrats	(52)	—	(15)	(6)	(54)	10	(117)
Transferts nets aux fonds distincts	—	147	—	77	—	—	224
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	1 788	59	11	415	89	(12)	2 350
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	—	—	14	—	—	—	14
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(15)	—	2	3	(40)	11	(39)
Commissions, frais généraux et autres charges	200	323	145	26	79	5	778
Charges financières	5	—	6	—	—	4	15
	2 152	1 049	454	830	172	62	4 719
Résultat avant impôts et répartition des autres activités	91	50	23	9	12	23	208
Répartition des autres activités	19	(2)	1	1	4	(23)	—
Résultat avant impôts	110	48	24	10	16	—	208
Impôts sur le résultat	25	13	6	3	3	—	50
Résultat net	85	35	18	7	13	—	158
Résultat net attribué aux contrats avec participation	1	—	—	—	—	—	1
Résultat net attribué aux actionnaires	84	35	18	7	13	—	157

Primes sectorielles

Période de trois mois terminée le 31 mars 2020

	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Primes brutes							
Investies dans le fonds général	487	206	459	48	257	29	1 486
Investies dans les fonds distincts	—	872	—	592	—	—	1 464
	487	1 078	459	640	257	29	2 950
Primes cédées							
Investies dans le fonds général	(90)	—	(35)	(7)	(119)	56	(195)
Primes nettes	397	1 078	424	633	138	85	2 755

Période de trois mois terminée le 31 mars 2019

	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Primes brutes							
Investies dans le fonds général	478	109	431	329	198	48	1 593
Investies dans les fonds distincts	—	611	—	337	—	—	948
	478	720	431	666	198	48	2 541
Primes cédées							
Investies dans le fonds général	(90)	—	(34)	(6)	(83)	27	(186)
Primes nettes	388	720	397	660	115	75	2 355

Actif et passif sectoriels

	Au 31 mars 2020						
	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
\$	\$	\$	\$	\$	\$		
Actif							
Placements	22 859	2 462	1 979	4 037	1 193	9 031	41 561
Actif net des fonds distincts	—	14 894	—	10 566	—	—	25 460
Actif de réassurance	(691)	—	226	131	1 731	(139)	1 258
Autres	115	1 360	—	—	43	3 474	4 992
Actif total	22 283	18 716	2 205	14 734	2 967	12 366	73 271
Passif							
Passif relatif aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement	20 233	2 324	2 236	4 073	2 040	(99)	30 807
Passif relatif à l'actif net des fonds distincts	—	14 894	—	10 566	—	—	25 460
Autres	1 432	114	16	28	—	9 251	10 841
Passif total	21 665	17 332	2 252	14 667	2 040	9 152	67 108

	Au 31 décembre 2019						
	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
\$	\$	\$	\$	\$	\$		
Actif							
Placements	23 113	1 880	1 881	3 998	1 058	7 989	39 919
Actif net des fonds distincts	—	16 392	—	11 476	—	—	27 868
Actif de réassurance	(702)	—	233	132	1 491	(124)	1 030
Autres	121	866	—	—	38	3 306	4 331
Actif total	22 532	19 138	2 114	15 606	2 587	11 171	73 148
Passif							
Passif relatif aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement	21 470	1 839	2 199	4 142	1 744	(99)	31 295
Passif relatif à l'actif net des fonds distincts	—	16 392	—	11 476	—	—	27 868
Autres	342	37	5	5	—	7 466	7 855
Passif total	21 812	18 268	2 204	15 623	1 744	7 367	67 018

17 › Résultat par action ordinaire**Résultat de base par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2020	2019
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	39	151
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités)	107	108
Résultat de base par action (en dollars)	0,37	1,41

Résultat par action dilué

Le résultat par action dilué est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

L'effet dilutif des options d'achat d'actions tient compte du nombre d'actions censé avoir été émis sans contrepartie, calculé comme la différence entre le nombre d'actions réputées avoir été émises (en supposant que les attributions d'options d'achat d'actions en cours sont exercées) et le nombre d'actions qui auraient été émises au cours moyen de l'année (le nombre d'actions qui auraient été émises en utilisant les produits d'émission selon le cours moyen des actions ordinaires de la société pour la période). Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, un nombre moyen de 109 221 options d'achat d'actions antidilutives (227 049 options pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019) ont été exclues du calcul.

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2020	2019
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	39	151
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités)	107	108
Plus : effet de dilution des options d'achat d'actions octroyées et en circulation (en millions d'unités)	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur base diluée (en millions d'unités)	107	108
Résultat par action dilué (en dollars)	0,36	1,40

Les actions ordinaires n'ont fait l'objet d'aucune transaction qui aurait pu influencer ces calculs après la date de clôture et avant la date d'autorisation de publication des présents états financiers.

18 › Avantages postérieurs à l'emploi

La société maintient un certain nombre de régimes à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui garantissent le paiement de prestations de retraite et des régimes à cotisations définies.

La société offre aussi des avantages complémentaires à la retraite. Ces avantages se composent de protections d'assurance maladie complémentaire, d'assurance vie et d'assurance soins dentaires. La société offre également des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le maintien du salaire en cas d'invalidité de courte durée.

Montants reconnus dans le résultat net et les autres éléments du résultat global

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2020		2019	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
	\$	\$	\$	\$
Coût des services courants	15	1	12	1
Intérêts nets	2	—	2	—
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans le résultat net	17	1	14	1
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies ¹				
Taux de rendement des actifs (à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets ci-dessus)	162	—	(93)	—
Pertes (gains) actuariels découlant des changements dans les hypothèses financières	(253)	(2)	122	1
Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	(91)	(2)	29	1
Total des composantes du coût des prestations définies	(74)	(1)	43	2

¹ Les hypothèses relatives aux marchés, tels les hypothèses relatives au taux de rendement des actifs ainsi que les changements dans les hypothèses financières, sont révisées trimestriellement. Les autres hypothèses sont révisées annuellement.

Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2020		2019	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
	\$	\$	\$	\$
Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global				
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(91)	(2)	29	1
Impôts sur la réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	23	1	(8)	—
Total des autres éléments du résultat global	(68)	(1)	21	1

19 > Engagements**Acquisition et vente d'entreprises**

Le 4 décembre 2019, la société s'est engagée à se porter acquéreur de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. et ses filiales (collectivement « IAS »). Le prix d'achat convenu s'élève à 720 millions de dollars américains. IAS est un des plus importants fournisseurs indépendants de solutions dans le marché américain des garanties automobiles. IAS propose un très vaste portefeuille de garanties automobiles et de services et logiciels connexes vendus par l'entremise d'un des réseaux de distribution les plus larges et les plus diversifiés de l'industrie. La clôture de la transaction, qui est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires compétentes, est prévue pour le deuxième trimestre de 2020. Cet engagement n'a pas été pris en compte dans les états financiers et pourrait ne pas être exécuté.

Le 2 mars 2020, la société a conclu une entente pour la vente d'une filiale, iA Conseil en placement inc., à CWB Financial Group. Cette vente reflète la décision de la société de concentrer ses efforts en gestion de patrimoine dans le marché des Canadiens fortunés par le biais exclusif de son réseau en pleine expansion de cabinets indépendants en services-conseils de placement. Sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires, la transaction doit être finalisée au cours de la période allant de mai à juillet 2020. Cet engagement n'a pas été pris en compte dans les états financiers et pourrait ne pas être exécuté.

Engagements de placements

Dans le cours normal des activités de la société, divers engagements contractuels se rapportant à des offres de prêts commerciaux et résidentiels, à des placements privés, à des coentreprises ainsi qu'à des immeubles ne sont pas pris en compte dans les états financiers et pourraient ne pas être exécutés. Au 31 mars 2020, ces engagements s'élèvent à 909 \$ (803 \$ au 31 décembre 2019), dont les décaissements estimatifs seront de 78 \$ (65 \$ au 31 décembre 2019) dans 30 jours, de 371 \$ (314 \$ au 31 décembre 2019) dans 31 à 365 jours et de 460 \$ (424 \$ au 31 décembre 2019) dans plus d'un an.

Lettres de crédit

Dans le cours normal des activités, des banques émettent des lettres de crédit bancaire au nom de la société. Au 31 mars 2020, le solde de ces lettres est de 7 \$ (7 \$ au 31 décembre 2019).

Marges de crédit

Au 31 mars 2020, la société disposait de marges de crédit d'exploitation d'un montant de 56 \$ (56 \$ au 31 décembre 2019) qui n'étaient pas utilisées aux 31 mars 2020 et 2019. Les marges de crédit ont pour but de faciliter le financement des activités de la société et de combler ses besoins temporaires en matière de fonds de roulement.

20 › Événement postérieur à la date de clôture**COVID-19**

Depuis le début de l'année 2020, la propagation du virus de la COVID-19, élevé au rang de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 11 mars 2020, a touché négativement les marchés financiers, a entraîné de l'incertitude sur le plan économique en plus de perturber les opérations de la communauté des affaires. La pandémie de la COVID-19 a forcé les gouvernements à mettre en œuvre des mesures exceptionnelles pour freiner la progression de cette crise. Ces mesures, qui comprennent des interdictions de voyage, des périodes d'isolement et la distanciation sociale, ont perturbé les économies et les marchés financiers mondiaux. Cette situation a eu des effets négatifs sur les résultats financiers de la société au 31 mars 2020. Cependant, le programme de gestion des risques mis en place par la société a permis d'atténuer en partie les effets de cette crise sur les résultats de la société. La société a déployé des initiatives, la majorité subséquemment au 31 mars 2020, afin de soutenir sa clientèle et atténuer les impacts de la crise, en plus des mesures instaurées par les paliers gouvernementaux afin de contenir cette pandémie. Par ailleurs, les gouvernements et les banques centrales ont mis en place des interventions monétaires et fiscales importantes afin de stabiliser les conditions économiques. Pour le moment, il est impossible d'évaluer de façon fiable la durée et l'ampleur des impacts que pourraient avoir ces événements sur les résultats financiers futurs de la société, et ce, en raison des incertitudes quant aux développements futurs. En ce qui concerne les opérations de la société, des mesures sont utilisées afin de protéger la santé et la sécurité de ses employés, tout en assurant la continuité de ses activités.

21 › Données comparatives

Certaines données de la période précédente ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période courante. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net de la société.